

**DISCOURS ET CONFLITS : LA CONSTRUCTION DE
L'ARGUMENTATION DES ANTAGONISMES SOCIAUX AU
CAMEROUN**

**DISCOURSES AND CONFLICTS: THE CONSTRUCTION OF THE
ARGUMENT OF SOCIAL ANTAGONISMS IN CAMEROON**

Louis-Marie Kakdeu*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2020.1.07

Published Online: 2020-06-30

Published Print: 2020-06-30

Abstract:

This article answers the question of how social antagonisms are constructed in political discourse in Cameroon. He studies the types of arguments that emerge from the Discourse/Conflict dichotomy, and adopts a populist perspective that manifests in the articulation of meaning and identity (the We and the Not-We). By relying on three methods of data collection (participant observation, documentation and qualitative interview), it arrives at the result that the positioning of political opponents is materialized by the propensity to propel the articulation of their social identity.

Keywords: Identity, discourse, antagonism, conflict, argumentation.

Introduction

Un discours n'est intelligible que dans un contexte socioculturel, temporel et politique déterminé. Comme l'a dit Jacob Törfin¹, le dire

* Louis-Marie Kakdeu est enseignant-chercheur à l'Université de Maroua au Cameroun. Il est titulaire entre autres d'un PhD en analyse du discours et d'un Master of Advanced Studies en administration publique. Il s'intéresse à l'application des théories du discours en politique et en animation pour le développement.
Contact: kakdeu@yahoo.fr

d'aujourd'hui porte l'héritage du dire d'hier et détermine à son tour le dire de demain. Parlant de la matérialité des discours, Michel Foucault² disait aussi que les discours existent d'abord et avant tout dans le fait d'être énoncé, écrits ou dits, à un instant précis et à un lieu donné. Au Cameroun, la manifestation du discours politique se caractérise par l'existence des antagonismes nés d'un désaccord sur les héritages précoloniaux et coloniaux, et le mode de gouvernance du pays. Dans l'expression discursive des combats hégémoniques, on relève une articulation historique du sens et de l'identité basée sur ces malentendus. Il se dégage d'une part le Nous et d'autre part le Eux. L'analyse pragmatique de la logique de la totalisation idéologique (le Nous et le non-Nous) montre qu'elle est basée sur des prémices culturelles et politiques relevant des préjugés et des stéréotypes³. Par conséquent, l'autre (le non-Nous) est exclu, combattu et même réprimé en fonction du « tour au pouvoir ». La confrontation de cette réalité discursive et de la réalité sociohistorique pourrait permet de faire ressortir les espaces de malentendu à transcender en vue de garantir la paix et la stabilité sociales.

Parlant d'héritage précolonial, le Cameroun est une mosaïque qui compte entre 280 et 287 langues nationales⁴ et presque autant de cultures locales concentrées sur une superficie de 475 442 Km². Il est l'un des pays du monde possédant une « mégadiversité linguistique »⁵ avec la 2^{ème} place en Afrique après le Nigéria. C'est dire que la cohabitation de plusieurs cultures et donc, de plusieurs interprétations possibles de la même réalité, est telle que le pays est constamment en risque de conflit. En effet, les

¹ Jacob Törfing, « Discourse Theory: Achievements, Arguments, and Challenges », in David Howarth, Jacob Törfing (dir), *Discourse Theory in European Politics. Identity, Policy and Governance*, Palgrave: Macmillan, 2005, pp. 1-32.

² Michel Foucault, *L'ordre du discours*, Paris : Gallimard, 1971.

³ Louis-Marie Kakdeu, « Discours, cultures et représentations politiques au Cameroun », Sergiu Mişcoiu, Sédagban Hygin F. Kakaï, Kokou Folly L. and Hetcheli (eds), *Recul démocratique et néo-présidentialisme en Afrique centrale et occidentale*, Iaşi : Institutul European, 2015, pp.118-124.

⁴ Zachée Denis Bitja'a Kody, *Annuaire des langues du Cameroun*, Yaoundé : Cerdotola, 2003 ; Atlas linguistique du Cameroun (ALCAM), *Inventaire des langues*, tome 1, Yaoundé : CERDOTOLA, 2012.

⁵ Paul Lewis; Gary Simons, Charles Fennig (eds.), *Ethnologue: Languages of the World*, Seventeenth edition, Dallas, Texas: SIL International, 2014.

conflits tribaux sont très présents, ce qui a conduit à la pénalisation⁶ des discours de haine dont celui basé sur le tribalisme.

Parlant d'héritage colonial, le Cameroun est un pays qui a hérité de deux sous-systèmes politiques (anglophone et francophone) qui engendrent depuis les indépendances en 1960 et 1961 des situations conflictuelles dues à un désaccord sur la forme et la gouvernance de l'Etat.

De la République fédérale du Cameroun (réunification des deux Cameroun en 1961), à la République unie du Cameroun (unification en 1972) et à la République du Cameroun (déclaration de l'Etat unitaire en 1984), le pays peine à trouver une forme consensuelle de l'Etat. Malgré l'introduction de la décentralisation dans la constitution depuis 1972, puis 1996 suite à une rencontre tripartite organisée en 1992, le débat sur la forme de l'Etat s'est poursuivi et a même été un sujet électoral en 2018. En effet depuis 2016, la partie anglophone du pays (Nord-ouest et Sud-ouest) est secouée par des velléités de sécession qui engendrent une situation sécuritaire touchant l'essentiel des secteurs de la vie publique.

Quoi qu'il en soit, le Cameroun est aujourd'hui un Etat unitaire décentralisé comptant 10 régions, 58 départements, 360 arrondissements, 360 communes et 14 mairies de ville. Toutefois, l'espace sécurisé s'est réduit avec les attaques dans la partie septentrionale (Nord, Extrême-nord) par les extrémistes de Boko Haram⁷, dans la partie occidentale (Nord-ouest et Sud-ouest) par les séparatistes d'Ambazonie⁸, et dans la partie orientale et méridionale (Est et Adamaoua) par des bandes armées circulant à la frontière centrafricaine. Aussi, l'ambiance de fin de règne⁹ a considérablement dégradé l'atmosphère politique caractérisée par une mosaïque de 317 partis politiques légalisés¹⁰. Pis, face à la longévité au

⁶ Il s'agit de l'article 241-1 de la loi n°2019/020 du 24 décembre 2019 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2016/007 du 12 juillet 2016 portant Code pénal.

⁷ Boko Haram est un groupe terroriste salafiste et jihadiste créé dans le nord-est du Nigeria, à Maiduguri, en 2002, par Mohamed Yusuf. Il est présent en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, et s'est rapproché d'Al-Qaïda puis de l'État islamique.

⁸ La république d'Ambazonie est le nom, non reconnu par la communauté internationale, donné par les indépendantistes anglophones du Cameroun à l'ancien Cameroun occidental.

⁹ Le Président de la République, Paul Biya, est aujourd'hui âgé de 86 ans et est physiquement affaibli malgré son mandat qui court jusqu'en 2025.

¹⁰ Voir le site du ministère compétent (MINAT), *Parti(s) politiques(s) légalisé(s)*, 2020 [<http://www.minat.gov.cm/index.php/fr/annuaires/partis-politiques?start=300>], 29 juin 2020.

pouvoir du régime actuel (38 ans), des velléités d'insurrection existent au sein d'une franche radicale des citoyens convaincus de l'impossibilité d'obtenir le changement par la voie des urnes. Depuis Mars 2020, le pays est frappé comme le reste du monde par la pandémie de la Covid-19, ce qui vient introduire un nouveau front conflictuel avec l'étranger¹¹.

Cet article répond à la question de savoir comment se structure l'argumentation de ces antagonismes sociaux au Cameroun. Il se demande comment le positionnement des adversaires politiques se matérialise à travers des discours et contre-discours. Il recherche s'il existe une propension des adversaires politiques à choisir des marqueurs d'identité suffisamment forte pour maintenir et propulser leur articulation des sens.

L'article se structure autour de trois grandes parties. D'abord, il présente un cadre théorique et explore les recherches existantes sur la matérialisation du discours et la rhétorique de la domination. Ensuite, il présente les méthodes de collecte et d'analyse des données. Et enfin, il présente et discute les résultats issus du corpus collecté et analysé.

1. Théories du discours et conflits politiques

Pour Michel Foucault¹², le discours n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce pour quoi, ce par quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer. En clair, le discours est une activité conflictuelle ou un acte politique à part entière. En effet, il est difficile d'accéder à une connaissance de la réalité sans passer par des pratiques discursives ; il n'existe pas de réel mais, seulement des discours.

Le discours serait le filtre indispensable pour saisir le réel. Le conflit existerait donc par et dans des pratiques discursives.

En science politique, les théories du discours ont déjà permis d'étudier avec succès le radicalisme et l'extrémisme en concordance avec la résurrection des partis extrémistes en Europe¹³. L'extrême-droite française, hollandaise et italienne, le trotskisme, les mouvements antimondialisation,

¹¹ La pandémie est considérée comme étant venu de l'étranger. On a observé au début la montée de la stigmatisation de la diaspora considérée comme ayant été le vecteur de transmission au pays.

¹² Michel Foucault, *L'ordre du discours*, Paris : Gallimard, 1971.

¹³ Sergiu Miscoiu, *Au pouvoir par le « peuple » : Le populisme saisi par la théorie du discours*, Paris: l'Harmattan, 2012.

etc., ont été étudiés. Comme le présente Pierre-André Taguieff¹⁴, l'essentiel des avantages comparatifs de l'usage de la théorie du discours dans l'analyse des phénomènes extrémistes et radicaux ont été étudiés à travers l'approche du populisme. Il en ressort que les discours de plus en plus populistes sont vecteurs des combats hégémoniques qui se manifestent par l'articulation du sens et de l'identité¹⁵. L'on note la disposition et la propension des individus à choisir des repères identitaires suffisamment forts pour maintenir et propulser certaines articulations des sens et, notamment, l'articulation dominante du moment. Cela débouche sur la construction des antagonismes sociaux qui se manifeste par le développement de la logique de la totalisation idéologique (le Nous et le non-Nous). Dans ce cadre, le Nous exclut le Non-Nous en vue de donner un sens à son propre identité et, dans le cadre de l'antagonisme social, il combat et réprime même violemment ce dernier. Allant dans le même sens, l'anthropologue Arnold Van Gennep¹⁶ décrit une situation de quasi-liminarité idéologique entre classe et ethnie où il arrive que l'ethnie surplombe la classe, notamment la classe des « plus-que-laissés-pour-compte ». Effectivement, on observe que le tribalisme domine le discours politique au Cameroun¹⁷ et le malentendu, envisagé comme étant la divergence d'interprétation sur des paroles et des actes, se structure davantage sur la divergence ethnique.

Louis-Marie Kakdeu¹⁸ étudie la représentation de l'identité politique au Cameroun du point de vue du « Nous » et du « Eux », et détermine six (06) types d'antagonismes sociaux : les dichotomies entre le « Nous [de notre tribu] » et le « Eux [de leur tribu] », le « Nous [du pays] » et le « Eux [de la diaspora] », le « Nous [des victimes (lésés)] » et le « Eux [des bourreaux (profiteurs)] », le « Nous [de notre tour au pouvoir] » et le « Eux [de leur tour] », le « Nous [chrétiens] » et le « Eux [musulmans] », le « Nous [francophones] » et le « Eux [anglophones] ». Il explique que :

¹⁴ Pierre-André Taguieff, *L'illusion populiste. Essai sur les démagogies à l'ère démocratique*, Paris : Flammarion, 2007.

¹⁵ Jacob Törfing, *op. cit.*, p. 2.

¹⁶ Arnold Van Gennep, *Les rites de passage*, Paris : Picard, 1981 [1909].

¹⁷ Jean-Baptiste Onana, « Bamiléké vs Cameroun ? », in *Outre-Terre*, n°11, vol. 2, 2005, pp. 337-344

¹⁸ Louis-Marie Kakdeu, *op. cit.*, p.2

Toutes ces « catégorisations » renseignent sur l'existence d'une coalition conflictuelle entre les acteurs politiques au Cameroun. Le « Nous » ou le « Eux » sont tantôt « victimes » et tantôt « bourreaux ». Cette confusion est constamment instrumentalisée par le régime néo-présidentieliste en place depuis l'époque coloniale pour neutraliser le droit de regard du citoyen et faciliter la mise en œuvre de la stratégie de « diviser pour mieux exploiter »¹⁹.

La construction du discours conflictuel se fait sur la base de l'argumentation. Selon Perelman & Olbrechts-Tyteca²⁰, l'argumentation est la manière de présenter et de disposer des arguments à l'appui d'une thèse ou contre celle-ci, en vue d'obtenir l'adhésion par consentement d'un public. Elle a pour but de convaincre et de faire agir. En opérant une distinction entre le « Nous » et le « Eux », l'opinion dominante (Le Nous) répand l'idée reçue selon laquelle le Eux est une menace à combattre. Cette idée s'exprime par plusieurs procédés argumentatifs :

- L'identité apparente qui est un raisonnement formel permettant d'établir un rapport d'équivalence entre deux idées bien que le sujet et le prédicat ne renvoient pas exactement au même référent ;
- Le phénomène de « transitivité »²¹ qui désigne un argument vu comme équivalent à un deuxième lui-même équivalent à un troisième, et qui permet de déduire que ce dernier est égal au premier (si A implique B et B implique C alors A implique C) ;
- L'argumentation probabiliste fondant son autorité sur la logique quantitative des statistiques ;
- L'argumentation pragmatique « [ad consequentiam] »²² qui établit une cause par l'examen des conséquences ;
- Le paralogisme *non causa pro causa* qui est un raisonnement se fondant sur la confusion entre cause et succession ;
- L'argument de la direction qui stipule que l'action pourrait être poussée jusqu'au bout avec des conséquences désastreuses ;

¹⁹ Louis-Marie Kakdeu, *op. cit.*, pp.172-173.

²⁰ Chaim Perelman et Lucie Olbrechts-Tyteca, *Traité de l'argumentation*, Bruxelles : édition de l'Université de Bruxelles, 2008.

²¹ Chaim Perelman et Lucie Olbrechts-Tyteca, *Ibidem.*, p 7.

²² Jean-Jacques Robrieux, *Éléments de rhétorique et d'argumentation*, Paris: Dunod, 1993.

- Des « questions éristiques »²³ qui sont par exemple, des questions déstabilisantes ou des questions-piège ;
- Le paralogisme *extra dictionem* qui est un raisonnement faux en logique mais, se voulant vrai ;

Dans le cadre de ce travail, nous essayerons donc de relever les éléments de cette littérature que l'on trouve dans les combats hégémoniques et les antagonismes sociaux au Cameroun.

2. Méthodes de collecte et d'analyse des données

Notre hypothèse de base est que les antagonismes sociaux se construisent au Cameroun à travers un procédé argumentatif identitaire.

Afin de vérifier la validité de notre hypothèse, nous avons déployé trois méthodes de collecte de données à savoir : l'observation participante, la documentation sur le sujet et l'entretien qualitatif avec les acteurs-clé.

Nous avons observé le phénomène dans huit (08) des dix (10) régions du Cameroun entre 2018 et 2020 à la faveur des échéances électorales qu'a connu le pays à savoir : les élections présidentielles en octobre 2018 et les élections locales (municipales et législatives) en février 2020. Les seules régions où nous n'avons pas pu nous rendre sont les régions anglophones (Nord-ouest et Sud-ouest) qui sont actuellement dans un conflit armé. Sur le terrain, nous avons visité les quartiers généraux (QG) de campagnes des 9 partis politiques engagés dans les élections présidentielles du 7 octobre 2018 et des 35 partis politiques engagés dans les élections législatives et municipales du 9 février 2020. Nous avons aussi visité les rédactions des médias situés dans les capitales régionales du pays et avons été dans les rues pour vivre in situ les réalités des discours entendus pendant les manifestations publiques. Nous avons participé en tout à 18 meetings politiques dont les plus importants étaient le discours du candidat Cabral Libii au stade du Camp SIC Cicam à Douala le 23 septembre 2018 et le meeting du candidat Maurice Kamto à l'esplanade du stage Omnisport de Yaoundé le 30 septembre 2018.

En ce qui concerne la documentation sur le sujet, nous avons fait la revue de la littérature sur le discours conflictuel au Cameroun en

²³ Arthur Schopenhauer, *L'Art d'avoir toujours raison*, Paris : Mille et une nuits, 1998.

particulier et en Afrique en général. Il s'est agi de lire les articles de presse, les articles scientifiques, les affiches et programmes de campagnes, etc.

Nous avons surtout suivi les débats radio-télévisés et examiné tous les discours tenus par les candidats pendant la campagne. Nous avons fait le point des discussions dans la presse et les principaux groupes dans les réseaux sociaux dont Facebook, Twitter et Whatsapp. Parlant de la presse écrite, il s'agissait d'un média public (le quotidien bilingue Cameroon Tribune) et de 15 médias privés²⁴. En ce qui concerne la télévision, il s'agit d'un média public (CRTV) et de 6 chaînes privées dont Canal 2 International, Equinoxe TV, Vision 4, STV et Afrique Média. En ce qui concerne la radio, il s'agit de 14 chaînes publiques²⁵ que nous suivions en fonction de notre position géographique sur le territoire national et de 16 radios privées²⁶ que nous suivions en ciblant les débats dans les grilles de programmes. Nous n'oublions pas les deux radios internationales suivies que sont la BBC World Service (Radio internationale britannique) et la RFI (Radio France Internationale). Sur internet, nous avons consulté 36 presses en ligne²⁷ portant sur le Cameroun.

En ce qui concerne les entretiens, nous avons ciblés les candidats ou leurs porte-paroles, les journalistes, les leaders communautaires, les responsables d'Élections Cameroon (ELECAM) en charge de l'organisation des élections, les observateurs des élections, les responsables administratifs et les électeurs. Ayant visité les quartiers généraux de tous les candidats présents aux élections, nous avons eu la possibilité de parler avec au moins un responsable au sujet de leur argumentation développée en faveur de leurs candidats ou contre leurs adversaires. Parlant des journalistes, nous

²⁴ Les plus représentatifs étaient : Le Messenger, Le Patriote, Mutations, La Voix Des Décideurs, La Nouvelle Expression, The Herald (anglais), The Post (anglais), Le Popoli (journal satirique), La Voix du paysan, Le Jour, L'œil du Sahel et 100 % jeune.

²⁵ Il s'agit du poste national de la CRTV émettant depuis Yaoundé, de 10 chaînes de radio régionales, et de 3 chaînes commerciales : FM 94, FM Suellaba connu précédemment sous le nom de FM 105, FM Poulala.

²⁶ Les plus représentatifs sont : Royal FM (Yaoundé), RTS (radio Tiemeni Siantou à Yaoundé), Magic FM (Yaoundé), Sky One radio (Yaoundé), Radio Equinoxe (Douala), Sweet FM (Douala), Radio Nostalgie (Douala), Amplitude FM (Yaoundé), Satellite FM (Yaoundé) et 4 radios communautaires.

²⁷ Les plus représentatifs sont : Lebledparle.com Le quatrième pouvoir, Camerounlink.com, Cameroun-info.net, Africapresse.com, camer.be, Cameroun-online.com, cameroun24.net, Cameroonvoice.com, 237online.com, 237online.com, Afriknews7.com, etc.

ciblions soit le Directeur de publication, le rédacteur en chef ou le chef du desk politique en vue de parler de leurs lignes éditoriales parfois politiques et identitaires, et des raisons de leurs choix argumentatifs. Les leaders communautaires ciblés étaient les chefs de quartiers, les chefs de villages ou les présidents des associations communautaires présentes dans les grandes villes du Cameroun. Nous avons rencontrés au moins un de ces leaders-là dans les 8 régions du Cameroun pour parler des types d'arguments qui pèsent sur leurs soutiens à des candidats et sur l'orientation de leurs votes. Nous avons eu le même type de conversation avec les citoyens ordinaires, parfois en groupes de discussion. En faveur des déplacements internes dus à la guerre dans les régions anglophones, nous avons pu organiser 3 entretiens de groupes avec les leaders anglophones à Douala et 6 autres avec leaders anglophones à Yaoundé ainsi que d'autres électeurs venus de ces régions en guerre. Nous avons pu parler de leur incapacité de participer au vote et de l'interprétation qu'ils font des arguments utilisés. Au niveau d'ELECAM, nous avons pu organiser 2 entretiens de groupes au sujet de la crédibilité supposée de cette structure. Avec les observateurs des élections que sont les membres de la société civile, nous avons discuté des arguments développés autour de la crédibilité du processus électoral au regard de leurs expériences vécues sur le terrain. Enfin, nous avons parlé avec 2 responsables administratifs au niveau central de la caractérisation du vote comme étant libre et transparente.

La sélection des participants s'est faite uniquement sur la base des « rivalités historiques »²⁸ et des facilités de déplacements que nous avons en tant que mandataire d'un parti politique. Mais au final, nous avons pu vérifier la représentativité de l'échantillon au regard de l'origine des citoyens interviewés.

Le principe de l'anonymat a été retenu et nous avons eu recours à une analyse en deux temps²⁹ : D'abord, l'analyse des vues, observations et motivations individuelles, et ensuite, l'analyse de la dynamique des groupes et son influence sur les opinions des individus sur les questions en discussion. Comme méthodes de comparaison, nous en avons adopté 3

²⁸ Jean-Baptiste Onana, « Bamiléké vs Cameroun ? », in *Outre-Terre*, n°11, vol. 2, 2005, pp. 337-344

²⁹ John W. Creswell, *A Concise Introduction to Mixed Methods Research*, London: Sage, 2014.

types : la comparaison sur le plan longitudinal entre la situation avant la période électorale et la situation pendant la période électorale, la comparaison sur le plan transversal entre la situation dans les quartiers généraux de campagne des partis ayant pris part aux élections et la situation dans les sièges sociaux des partis ayant choisi le boycott, et la comparaison sur le plan normatif entre ce qui est dit et ce qui devrait être dit.

L'ensemble de cette démarche méthodologique nous a conduit à l'isolation des constances que nous présentons ci-dessous dans les résultats.

3. La présentation et la discussion des résultats

La démarche méthodologique présentée ci-dessus nous a permis de vérifier notre hypothèse et de tirer des conclusions que nous présentons comme suit : On note que l'identité apparente est fortement exprimée au Cameroun. Les responsables des QG de campagne nous ont expliqué qu'ils préfèrent construire un raisonnement qui permet d'établir un rapport d'équivalence entre leur adversaire et ce qu'ils considèrent comme menaces ambiantes dans l'environnement politique. Ils utilisent le référent qui signifie « le mal » pour désigner le camp adverse en se posant comme le référent du bien. Au Cameroun depuis la présidentielle de 2018, trois tendances clairement identifiables se dégagent des débats publics :

Premièrement, le slogan « Je suis Kamto [JSK] » a été utilisé par le camp du candidat Kamto³⁰ et de ses alliés comme symbole de la « résistance [opposition radicale] » au régime en place accusé d'être dictatorial et « sanguinaire ». Deuxièmement, l'assimilation des « opposants radicaux [Kamto ou rien] » à la « meute tribale » par les partisans de la majorité présidentielle supposait que tous les radicaux appartenaient à la même tribu voir au même village (Baham)³¹ et qu'ils représentaient le mal absolu qui hante le pays à savoir : le tribalisme, le népotisme (risque d'exclusion des autres tribus). Troisièmement, le slogan « opposants de l'opposition » a permis de désigner les « collabos [y-compris opposants historiques] », une classe de l'opposition accusée

³⁰ Le candidat Kamta était présenté par ses partisans comme étant le principal challenger de Paul Biya au pouvoir depuis 36 ans en 2018.

³¹ Baham est le village d'origine de Maurice Kamto, arrivé deuxième aux présidentielles d'octobre 2018.

d'avoir des accointances avec le pouvoir en place. D'une part, ceux accusés d'être « opposants de l'opposition » accusaient à leur tour Maurice Kamto et Paul Biya d'être « tous pareilles » parce qu'ils ont travaillé ensemble³².

D'autre part, le camp des « Kamto ou rien [KOR] » accusait les « modérés [collabos]³³ » d'avoir été complaisants depuis 38 ans et donc, d'être « complices » de la banqueroute du pays.

Dans un cas comme dans l'autre, le procédé veut que le Nous ait un argument du « bien commun » pour rendre crédible son identification au « peuple qui veut le changement » en impliquant que ce bien ne pouvait être réalisé sans un attachement profond aux « valeurs patriotiques » incarnées par son camp. Aussi, pour accentuer l'accusation du Non-Nous ou du Eux, on note l'utilisation du phénomène de « transitivité » qui suppose que si l'on vote pour Eux alors que Eux travaille pour le régime en place, alors on vote pour le statu quo. L'électeur était mis dans une situation intenable signifiant résignation (le Nous ou rien). D'une part, les KOR faisait valoir qu'un vote anti-Kamto était un vote pro-Biya. Un responsable de la campagne de Maurice Kamto expliquait : « voter pour un candidat autre que Kamto, c'est voter pour Biya et c'est faire preuve d'un manque de patriotisme ». D'autre part, le camp des « modérés » expliquait qu'un vote pro-Kamto était un vote pro-Biya dans la mesure où les deux candidats appartiennent à la même école. Un responsable du candidat Joshua Osih³⁴ expliquait que les mêmes causes produisaient les mêmes effets. Face à cette « opposition contre l'opposition », le parti au pouvoir se frottait les mains laissant les électeurs confus. Un responsable de la campagne du RDPDC déclara : « Après Biya, ce sera Biya ». Cette situation confuse a mis l'électeur devant une situation intenable qui s'est exprimé sous forme de « silence [abstention] ». Le taux officiel de l'abstention a été de 46,15%, ce que contestait l'opposition (dans sa totalité) qui estimait qu'il

³² Maurice Kamto a été ministre dans un gouvernement de Paul Biya pendant 7 ans (2004-2011) et est accusé d'avoir été l'un des cerveaux des réformes juridiques importantes dont celle concernant le code électoral ou celle consacrant la levée du verrou sur la limitation du mandat de Paul Biya.

³³ Se dit d'une classe politique qui existe sur la scène depuis les années 1990 et qui n'ont pas soutenu dans leur majorité le candidat Maurice Kamto qui se présentait à la présidentielle pour la première fois en octobre 2018.

³⁴ Il était le candidat du Social Democratic Front (SDF), alors principal parti d'opposition depuis 27 ans (1991-2018).

avoisinait 70%. On peut dire que le Nous a été frappé par l'argument des inséparables qui consiste à dire que si l'on veut être un vrai opposant, alors on doit montrer « un visage de patriote ». Cette argumentation a assis deux situations à savoir, « l'opposition authentique » et le « patriotisme », en posant comme prémisse que l'on ne peut considérer l'une sans l'autre.

On a noté aussi une argumentation probabiliste fondant son autorité sur la logique quantitative des statistiques. Les radicaux qui se faisaient aussi appelés « tontinards »³⁵ accusaient les pro-régimes ou « sardinards »³⁶ d'être l'incarnation de la corruption et de la mauvaise gouvernance. Ils s'attaquaient à l'ethnie du candidat Paul Biya, les bétis et/ou les bulus, en faisant valoir que : « 65% des 'crimes économiques' enregistrés au pays sont commis par des Bétis »³⁷. En faisant une analyse diachronique, nous avons noté que ce genre d'arguments était récurrent dans la crise postélectorale.

Le camp du « Président élu [Maurice Kamto]³⁸ » accusé de tribalisme pendant la campagne se défendait : « A l'Ouest [dans la région d'origine de Maurice Kamto], 41% votent pour Kamto et on dit 'Les Bamilékés sont tribalistes'. Au Sud [dans la région d'origine de Paul Biya], 100% vote pour Biya et on dit 'Les Bulus ne sont pas tribalistes'.

Comprenez par vous-mêmes ». Les statistiques ont été largement manipulées par divers groupes identitaires comme celui des « Nordistes [ressortissants des trois régions septentrionales] ». Un responsable du parti au pouvoir qui revendique le positionnement de sa région expliquait : « Le Grand Nord a pourvu 47% dans les 71,28 % du RDPC³⁹ ». Il s'agissait mieux du paralogisme du dénombrement imparfait (*ab une disce omnes*) dans la mesure où l'argumentation se fonde soit sur une totalisation des cas médiatisés comme celui des bulus et/ou bétis emprisonnés pour cause de corruption, soit sur une énumération biaisée pour les besoins de la cause

³⁵ Se dit de ceux qui font la tontine en référence à une pratique culturelle et économique chez les Bamilékés, ethnie du candidat Maurice Kamto.

³⁶ Se dit de ceux qui mangent du pain et de la sardine (collation) à la fin de leurs meetings et autres manifestations politiques, en référence aux pratiques de corruption (réflexe de la nourriture) observées dans le camp du parti au pouvoir.

³⁷ Ils s'appuyaient sur un livre écrit par un bulu, Charles Atéba Eyéné de regretté mémoire, et parlant de « pays organisateur » ou « d'élites prédatrices ». Voir bibliographie.

³⁸ Maurice Kamto a contesté les résultats officiels et s'est auto-proclamé « président élu ». Pendant la crise postélectorale, ses partisans l'appelaient sous ce titre.

³⁹ Se dit du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais, parti au pouvoir.

comme celle de faire croire que les régions septentrionales, pourtant cosmopolites, sont essentiellement musulmans ou habités essentiellement par les autochtones. Ainsi, à cause d'une minorité de bétis corrompus, on présente tous les bétis comme étant corrompus. Le procédé s'accompagne même de l'argument de l'excès (exagération des faits). On dit que 100% des bulus ont voté pour Paul Biya alors que Paul Biya n'a eu exactement que 92,91% des suffrages valablement exprimés dans le Sud.

En effet, une telle figure débouchait sur l'« argumentation *ad consequentiam* » qui établit une cause par l'examen des conséquences. Les KOR arrivés deuxième dans le classement général posaient la prémisse selon laquelle Eux (les Bulus au pouvoir) n'étaient pas prêts à faire confiance à un candidat non-Bulu, ce qui confirmait leur pratique de « tribalisme d'Etat »⁴⁰. Pour ce faire, les Bulus (Eux) étaient présentés comme étant une menace à la Nation alors que les Bamilékés (Nous) seraient plutôt une « chance » pour la libération du pays. La stratégie choisie-là était clairement celle de la confrontation qui met en scène des arguments non formels connotant que Nous et Eux ne sont pas faits pour évoluer dans le même camp. Dans cette perspective, la disqualification (argument *ad hominem*) a été observée dans la mise en évidence de l'opposition entre ce que l'on sait d'une personne et ce qu'elle fait effectivement. Par exemple, l'on sait bien que certains Eux sont très qualifiés, intègres ou tolérants mais, on les disqualifie à cause de leur situation d'adversaire en les confondant avec les brebis galeuses de leur communauté. D'une part, on observe que les KOR laissent croire que tous les Bulus sont tribalistes et qu'aucun n'est intègre, ce qui représente une menace majeure pour le pays. D'autre part, les Biyaistes (Eux) font croire que tous les KOR et autres résistants appartiennent à un même village (Baham) et qu'ils forment une « secte bahamique » sous l'effet d'un « gourou [Maurice Kamto] » qui les manipule dangereusement contre le pays. Ce raisonnement a été renforcé par l'utilisation de l'argument *a fortiori a minori ad majus* pour dire que si l'on admet l'un, alors on sera obligé de les admettre tous. Pourtant, il est opposé à Nous, l'argument *a fortiori a majori ad minus* qui consiste à dire que Paul Biya est la seule chance pour garantir « la paix, la stabilité et l'unité » du pays menacées par les extrémistes radicaux. Cette position a été confortée par un fait majeur

⁴⁰ Se dit de la prédominance des Bulus et/ou Bétis dans l'administration publique.

comme l'éclatement de la coalition autour du candidat Maurice Kamto avec le départ de plusieurs Non-Bamilékés. Par exemple, son directeur de campagne, Paul Eric Kingué, est devenu son plus grand opposant, qualifiant ses partisans de « talibans » en référence à leur violence.

L'argument nouveau était de dire que l'on ne laissera pas le pays entre les mains des « talibans [terroristes] » qui sont susceptibles de brûler le pays. Il s'agit-là d'un paralogisme *non causa pro causa* qui est un raisonnement se fondant sur la confusion entre cause et succession. On confond volontairement la cause du « changement » avec les actions de « résistance » et les effets de violence. L'on provoque l'irruption d'un fait similaire dans l'imaginaire politique (« le maquis » vécu l'époque de la décolonisation) et connote que l'on ne voudrait plus vivre cette violence dévastatrice du passé (« plus jamais ça »). A terme, l'on fait valoir une autre argumentation *ad baculum* : L'on menace les KOR de « dissolution » de leur parti politique, le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), ou de « destitution »⁴¹ de leurs dignitaires s'ils ne respectaient plus les « valeurs du vivre-ensemble ». On observe que cet argument débouche sur l'argument de la direction qui stipule que l'action pourrait être poussée jusqu'au bout avec des conséquences désastreuses. Le ministre en charge de l'administration territoriale menaçait « Qui emprunte le chemin de *je m'en fous* va se retrouver au village de *si je savais* »⁴². Cette argumentation permet d'introduire la preuve par l'exemple à travers le phénomène d'induction ou d'analogie. On utilise la figure du « modèle » pour passer aux autres potentiels « futurs résistants » qu'ils subiront le même sort. C'est un appel au conformisme qui pousse Eux à adopter un argument contraignant de mauvaise foi en vue de se préserver : « Oui, on est ensemble ». Un électeur abstentionniste nous a expliqué que son silence était justifié par le fait qu'il voulait voir ses enfants grandir. Cela illustre l'environnement de psychose qui entoure la situation intenable de l'électeur. Même les KOR ont utilisé la figure du « modèle » et ont contraint les opposants qui ne voulaient pas se

⁴¹ Le ministre destitua un chef traditionnel de troisième degré (sa majesté Biloa) et le préfet de la Mvila (un département dans le Sud, région natale de Paul Biya) menaçait de destitution d'un autre chef traditionnel au motif de la résistance ou de l'opposition aux autorités publiques.

⁴² Le ministre menaçait de jeter l'opposant Maurice Kamto en prison s'il s'obstinait à organiser ses marches blanches et autres manifestations publiques.

faire accuser d'être « opposants de l'opposition » et de manquer de patriotisme à scander en public « Oui, je suis Kamto ». Sur les réseaux sociaux, nous avons observé qu'il fallait changer l'icône de son compte et inscrire la photo de Kamto accompagné du sigle « JSK [Je suis Kamto] ».

Dans les médias, l'on devait prendre la parole dans tout débat public en brandissant son appartenance à l'identité du « Président élu [Maurice Kamto] ». Schopenhauer (1998) parlait de « questions éristiques » en référence à des questions déstabilisantes ou des questions-piège comme « Tu te dis opposant et tu n'es pas derrière le président élu ? ». Dans l'imaginaire local, cela signifierait : « vous devez être avec Nous ». Le Nous pousse le Eux à se culpabiliser ou à se justifier.

Enfin, nous avons noté l'emploi du paralogisme *extra dictionem*. Les protagonistes énonçaient un raisonnement faux en logique mais, se voulant vrai. L'on connote que tous les Nous sont bons alors que tous les Eux sont mauvais. Par exemple, nous avons entendu que tous les Bamilékés étaient dynamiques alors que tous les Bétis étaient paresseux, ce qui est discutabile dans la réalité. Nous avons aussi entendu que tous les militants du MRC étaient de Baham ou Bamilékés, ce qui est tout aussi discutabile. Ces erreurs volontaires assimilées à une généralisation abusive de la situation hégémonique est aussi appelée « paralogisme de composition ».

Conclusion

Réfléchissant sur l'argumentation de construction des antagonismes sociaux au Cameroun, nous sommes arrivés au résultat selon lequel il est dominé par la propension à propulser d'une part les arguments formels et empiriques basés aussi bien sur le raisonnement que sur l'expérience des échecs politiques et d'autre part, les arguments contraignants et de mauvaise foi. Notre hypothèse de base selon laquelle les antagonismes sociaux se construisent au Cameroun à travers un procédé argumentatif identitaire a été vérifiée. Il y a une valorisation ou une dévalorisation de l'autre basée sur son origine ethnique. L'identité apparente est le procédé le plus utilisé. L'identité ethnique est omniprésente dans le raisonnement politique et se retrouve dans tout procédé argumentatif.

Au chapitre des impacts de l'argumentation sur la cible, nous avons noté la montée d'une contre-argumentation *a pari* qui vise l'affirmation de l'autre en tant qu'entité à part entière méritant honneur et respect. Une telle

contre-argumentation se situe dans une perspective future. Un certain compromis est perceptible à condition que chacun maintienne sa position dans sa communauté d'origine. Tel semble être la piste de sortie du conflit :

Le développement d'une argumentation pragmatique sur le fédéralisme communautaire.

Bibliographie:

Atéba Eyéné, Charles (2008), *Les paradoxes du "pays organisateur": élites productrices ou prédatrices: le cas de la province du sud-Cameroun à l'ère Biya (1982-2007)*, Yaoundé: Saint Paul.

Atlas linguistique du Cameroun (ALCAM), (2012), *Inventaire des langues*, tome 1, Yaoundé : CERDOTOLA.

Bitja'a Kody, Zachée Denis (2003), *Annuaire des langues du Cameroun*, Yaoundé : Cerdotola.

Creswell, John W. (2014), *A Concise Introduction to Mixed Methods Research*, London: Sage.

Foucault, Michel (1971), *L'ordre du discours*, Paris : Gallimard.

Kakdeu, Louis-Marie (2015), « Discours, cultures et représentations politiques au Cameroun », Sergiu Mișcoiu, Sèdagban Hygin F. Kakaï, Kokou Folly L. et Hetcheli (eds), *Recul démocratique et néo-présidentialisme en Afrique centrale et occidentale*, Iași : Institutul European, 118-124.

Lewis Paul, Gary Simons, Charles Fennig (dir.) (2014), *Ethnologue: Languages of the World*, Seventeenth edition, Dallas, Texas: SIL International.

Miscoiu, Sergiu (2012), *Au pouvoir par le « peuple » : Le populisme saisi par la théorie du discours*, Paris : l'Harmattan.

Onana, Jean-Baptiste (2005), « Bamiléké vs Cameroun ? », in *Outre-Terre*, n°11, vol. 2, 337-344.

Perelman, Chaim et Lucie Olbrechts-Tyteca (2008), *Traité de l'argumentation*, Bruxelles : édition de l'Université de Bruxelles.

Robrieux, Jean-Jacques (1993), *Éléments de rhétorique et d'argumentation*, Paris: Dunod.

Schopenhauer, Arthur (1998), *L'Art d'avoir toujours raison*, Paris : Mille et une nuits.

Taguieff, Pierre-André (2007), *L'illusion populiste. Essai sur les démagogues à l'ère démocratique*, Paris : Flammarion.

Törting, Jacob (2005), « Discourse Theory: Achievements, Arguments, and Challenges », in David Howarth, Jacob Törting (dir), *Discourse Theory in European Politics. Identity, Policy and Governance*, Palgrave: Macmillan, p.1-32.

Van Gennep, Arnold (1981 [1909]), *Les rites de passage*, Paris : Picard.

Zimmer, Robert (2017), *Petites distractions philosophiques: Comment apprendre à penser sans jamais s'ennuyer*, Paris : Librairie Vuibert.